



L'IEDOM vient de publier une étude intitulée « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* » qui traite des problématiques relatives à l'habitat dans les départements et collectivités de l'outre-mer français. Le logement constitue l'un des objectifs prioritaires de la stratégie de croissance pour l'Outre-mer pour les prochaines années.

Un état des lieux de l'habitat permet de mettre en évidence des progrès importants et un recul global de l'insalubrité, même si des disparités régionales subsistent. Alors que les ménages ultramarins disposent en moyenne de revenus encore inférieurs à ceux des ménages métropolitains, les besoins demeurent conséquents en matière de construction de logements neufs, notamment de logements sociaux, mais aussi de réhabilitation du parc existant.

Si elles ont incontestablement contribué à ces améliorations, les politiques du logement, mises en oeuvre de façon plus tardive qu'en France métropolitaine et manquant souvent de cohérence dans les interventions des différents acteurs publics, en particulier en matière de politique foncière, ont sans doute aussi participé à la déstabilisation observée sur les marchés (spéculation foncière, hausse des prix de l'immobilier, des loyers et des coûts de construction...) et n'ont pas toujours eu les effets escomptés.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité économique consultatif de l'IEDOM

Le Comité Economique Consultatif de l'IEDOM s'est réuni le 15 avril 2010 sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM, par délégation de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France et Président du Conseil de surveillance de l'IEDOM.

Après une présentation de l'évolution de la conjoncture économique mondiale et européenne par Pierre Jaillet, directeur général des Etudes et des Relations internationales de la Banque de France, la situation et les perspectives économiques conjoncturelles de chaque géographie ont été examinées. Malgré une timide amélioration observée en fin d'année 2009, la tonalité générale reste morose en termes d'activité. On observe toutefois quelques signes d'une reprise plus franche à terme qui, selon les géographies, devrait se matérialiser dans les prochains mois ou vers la fin de l'année. Les responsables des Etudes de l'IEDOM ont présenté à un public plus élargi, l'étude sur « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* ». Une synthèse en six pages, sous la forme d'une note expresse est publiée sur le même sujet. Ces documents sont téléchargeables sur notre site Internet (www.iedom.fr)

Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de mars 2010, 1 200 dossiers ont été déposés en médiation au niveau national. Sur ce nombre, 985 dossiers ont été acceptés et le taux de médiation réussi s'est établi à 60 %. La Médiation du crédit constate une augmentation sensible du nombre de dossiers déposés depuis le début de l'année ainsi que la progression de la part des TPE.

Au total, depuis novembre 2008, 23 681 dossiers ont été présentés en médiation. Le taux de médiation réussie reste stable à 63 %, 10 387 entreprises ont été confortées dans leur activité, 2,59 milliards d'euros de crédit ont débloqués et 194 181 emplois préservés.

Pôle commun ACP-AMF

La convention instituant le pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF. Le texte est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

Dossier législatif

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance présenté à l'Assemblée nationale par Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le 21 avril 2010, a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2453.pdf>

Publications

1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_credoc_etude_conditions_acces_services_bancaires_pauvrete.pdf

2 – La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale

L'article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf

3 – Rapport sur le risque systémique

Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse vient d'être publié.

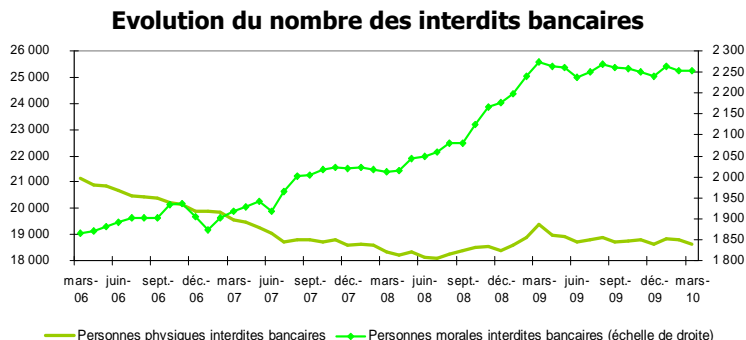
Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414rapplepetit.pdf>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : un bilan en demi-teinte à fin mars 2010

Au 31 mars 2010, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à 18 632. Ce chiffre est stable sur le trimestre, mais diminue de 3,9 % sur un an. Parallèlement, 2 254 personnes morales étaient frappées d'interdiction bancaire au premier trimestre 2010, soit - 0,9 % sur un an (+ 0,7 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (143 307) est relativement stable sur un an, mais augmente de 0,5 % sur le trimestre.

S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires (5 573), la tendance haussière se poursuit au premier trimestre 2010 (+ 4,8 % et + 24,5 % sur un an), traduisant l'accroissement des difficultés de trésorerie des agents martiniquais.

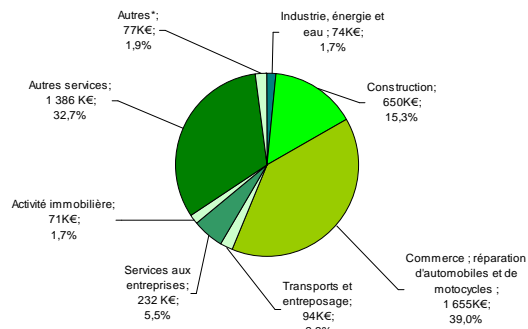


Source : Iedom

Parallèlement, 422 **incidents de paiement sur effets de commerce** étaient recensés au premier trimestre 2010, contre 768 au premier trimestre 2009 (- 45,1 %). Le montant total suit la même tendance à 3,9 millions d'euros contre 6,8 millions un an plus tôt (- 41,8 % sur un an).

Toutefois, la valeur unitaire moyenne des effets s'accroît de 6,4 % (9 400 euros contre 8 800 euros). Sur le trimestre, si la sinistralité des secteurs « agriculture », « industrie », « construction » et « commerce » continue de s'améliorer (les baisses s'échelonnant de 1 % à 60 %), elle est en augmentation pour les secteurs suivants : « hébergement » (+ 7 %), « services aux entreprises » (+ 9,1 %) et « transport » (+ 123,4 %).

Répartition des incidents de paiement sur effets par secteur en valeur au 1^{er} trimestre 2010



* Compte tenu de leur faible impact dans le total, les secteurs "agriculture, sylviculture et pêche", "hébergement et restauration" et "services aux particuliers" ont été regroupés dans la rubrique "Autres" du présent graphique.
Source : Banque de France

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

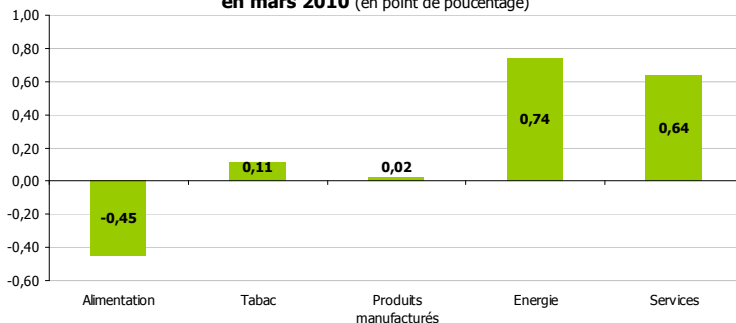
Inflation : de nouvelles tensions sur les prix

A fin mars 2010, l'indice des prix à la consommation s'établit à 122,7. Sur un mois, il enregistre une baisse de 0,3 %, pour autant le taux d'inflation annuelle progresse de 1,1 %.

Ce regain d'inflation est porté principalement par le renchérissement des prix de l'énergie, en hausse de + 8,2 % sur un an. Cette évolution doit être appréhendée avec précaution compte tenu de la baisse des prix des carburants enregistrée au cours du 1^{er} trimestre 2009. Parallèlement, le prix des services augmente de 1,4 % sur un an tandis que ceux des produits manufacturés demeurent stables (+0,1 %). En revanche, les produits alimentaires bénéficient d'une baisse de 2,7 % sur un an.

A titre de comparaison, l'inflation annuelle atteint +1,6 % en Métropole, +2,1 % à la Guadeloupe, +0,1 % en Guyane, et +0,8 % à la Réunion sur la période sous revue.

Contribution au glissement annuel de l'indice des prix en mars 2010 (en point de pourcentage)



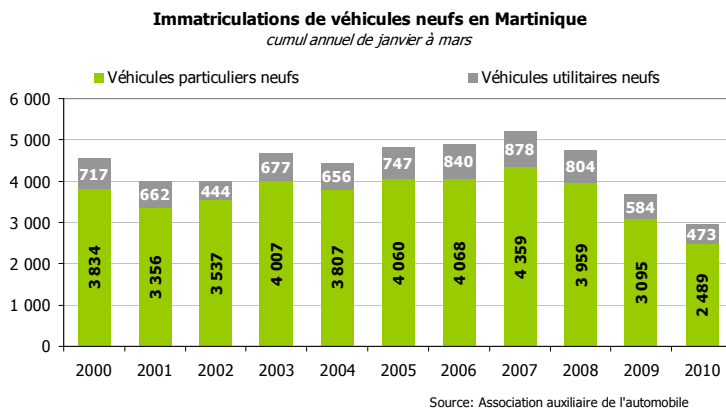
Note de lecture : En mars 2010, l'inflation annuelle est de 1,1 %. Le poste alimentation y contribue à hauteur de -0,45 point tandis que l'énergie y contribue à hauteur de 0,74 point.

Source: Insee

Marché automobile : chute des immatriculations de véhicules neufs

A fin mars 2010, 2 962 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 3 679 à fin mars 2009. Le marché poursuit sa dégradation tant au niveau des véhicules particuliers (-19,6 %) que des véhicules utilitaires (-19,0 %).

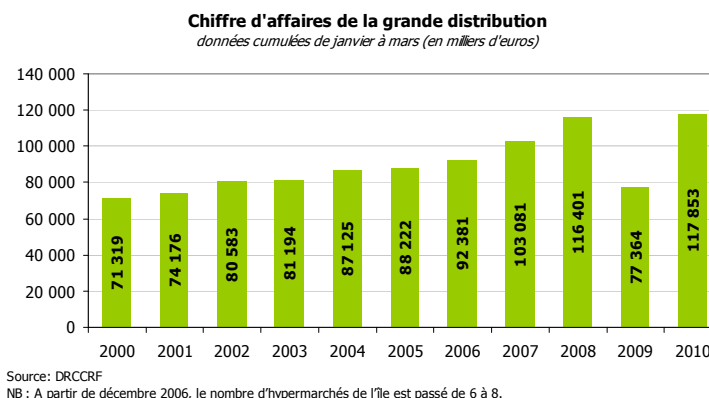
Les véhicules « diesel » sont plus nombreux et représentent désormais 61,1 % du parc automobile neuf à fin mars 2010, soit 5,2 points de plus qu'à la même période en 2009. Les marques étrangères demeurent prédominantes (51,3 % du nombre total d'immatriculations), toutefois la proportion des marques françaises (48,7 %) gagne 5 points la période sous revue.



Grande distribution : retour à un niveau proche de 2008

A fin mars 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établissait à 117,9 millions d'euros contre 77,4 millions à fin mars 2009, soit une hausse de 52,3 % sur un an.

Cette forte progression est à rapprocher des fermetures intervenues durant le conflit social de février-mars 2009. Ainsi, par rapport au 1^{er} trimestre 2008, le chiffre d'affaires de la grande distribution augmentent de 1,2 %.



ACTUALITE REGIONALE

Visite de la Ministre de l'Outre mer

Mme Penchard s'est rendue en Martinique le 9 avril dernier afin de rencontrer les élus locaux, dans l'objectif d'aider à la préparation de la nouvelle collectivité.

Séminaire Convergence des Régions Ultra Périphériques

Le séminaire Convergence « Atouts DOM : potentiels et perspectives » sur la mise en œuvre des programmes européens 2007-2013 dans les Départements d'Outre-Mer s'est tenu en Martinique les 28 et 29 avril 2010, en présence des représentants du monde économique des Régions Ultra Périphériques et de la Commission Européenne. Les travaux de ces journées ont visé à offrir un cadre de réflexion stratégique pour les programmes opérationnels 2007-2013. La réflexion a porté sur les conditions et les moyens de :

- valoriser les richesses et les potentiels endogènes des régions d'Outre-mer à travers l'innovation, contribuant notamment à améliorer leur insertion régionale et prenant en compte les équilibres environnementaux ;
- favoriser l'émergence de projets dans les secteurs porteurs de développement.

Plusieurs ateliers ont été organisés, en particulier sur le renforcement de l'attractivité touristique des territoires et sur les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural.

Tourisme

Mme Roy-Camille a été nommée présidente du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT). L'objectif du CMT est d'accueillir 600 000 touristes en 2010, puis 650 000 en 2011 (contre 577 164 en 2009). Pour cela, plusieurs axes de travail ont été définis, dont notamment la reconstruction de l'image de la destination auprès des médias nationaux.

Ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) de logements sociaux

Le dispositif de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) a permis à la SIMAR d'acquérir 82 logements au Lamentin, dont 27 logements locatifs sociaux (LLS) et 55 appartements dans le cadre d'un programme de logements sociaux (PLS).

LES INDICATEURS DE REFERENCE

Nota Bene: En raison du mouvement social de février 2009, certaines évolutions en glissement annuel peuvent paraître erratiques. Elles sont dues au blocage de l'économie durant cette période.

| | | | Données brutes | var.% mensuelle | Glissement annuel |
|---|---|----------------|----------------|-----------------|-------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | - mars 2010 | 122,7 | +0,3 % | +1,1 % |
| Chômage (source : DDTEFP) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) | - mars 2010 | 39 314 | -1,7 % | +8,2% |
| | indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556) | - mars 2010 | 23,9 % | | +1,6 point |
| Allocation Chômage (source : Assedic) | Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi | - mars 2010 | 14 332 | -1,1 % | +14,1 % |
| RMI (source : CAF) | Nombre de bénéficiaires payés | - mars 2010 | 28 262 | +0,7 % | +44,9 % |
| Commerce extérieur (source : Douanes) | Importations (en M€) | - février 2010 | 186,6 | +8,5 % | +98,2 % |
| | Exportations (en M€) | - février 2010 | 36,3 | +33,5 % | +32,1 % |
| | Taux de couverture mensuel: | | 17,7 % | | -1,9 point |
| Grande distribution (source : DRCCRF) | Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) | - mars 2010 | 263 | +9,1 % | +41,2 % |
| | Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros) | - mars 2010 | 117,9 | | +52,3 % |

LES INDICATEURS SECTORIELS

| | | | Données brutes | var. % mensuelle | Glissement annuel |
|--|------------------------------------|----------------|----------------|------------------|-------------------|
| Trafic aéroportuaire (source : CCIM) | Nombre de passagers | - mars 2010 | 138 307 | -3,4 % | +23,1 % |
| | | - cumul annuel | 418 352 | | +11,8 % |
| Trafic Maritime (source : DD PAF) | Nombre de croisiéristes | - avril 2010 | 7 499 | -47,4 % | ns |
| | | - cumul annuel | 50 063 | | +89,6 % |
| Construction (source: Ciments antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | - mars 2010 | 19 538 | +36,4 % | +16,9 % |
| | | - cumul annuel | 48 690 | | +28,3 % |
| Immatriculations (source : AAA) | Véhicules particuliers neufs (VPN) | - mars 2010 | 1 005 | +61,1 % | -37,1 % |
| | Véhicules utilitaires neufs (VUN) | - mars 2010 | 165 | -50,0 % | -2,4 % |
| | Cumul annuel (VPN + VUN) | - mars 2010 | 2 932 | - | -18,9 % |

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | taux | date d'effet |
|--|-------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 1,00% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 1,75% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,25% | 08/04/2009 |

Taux d'intérêt légal

| | | |
|------------|-------|----------------|
| ANNEE 2010 | 0,65% | JO du 11/02/10 |
| ANNEE 2009 | 3,79% | JO du 11/02/09 |

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

| | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* |
|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| | 1,25% | 1,25% | 1,75% | 2,50% | 0,75% |

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

| | Janvier | Février | Mars | Avril | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | 0,3462% | 0,3346% | 0,3434% | 0,3453% | 0,4040% | 0,6430% | 0,9540% | 1,2230% |

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Janvier | février | Mars | Avril |
|--|---------|---------|-------|-------|---------|---------|-------|-------|
| | 3,60% | 3,53% | 3,47% | 3,44% | 3,80% | 3,73% | 3,67% | 3,64% |

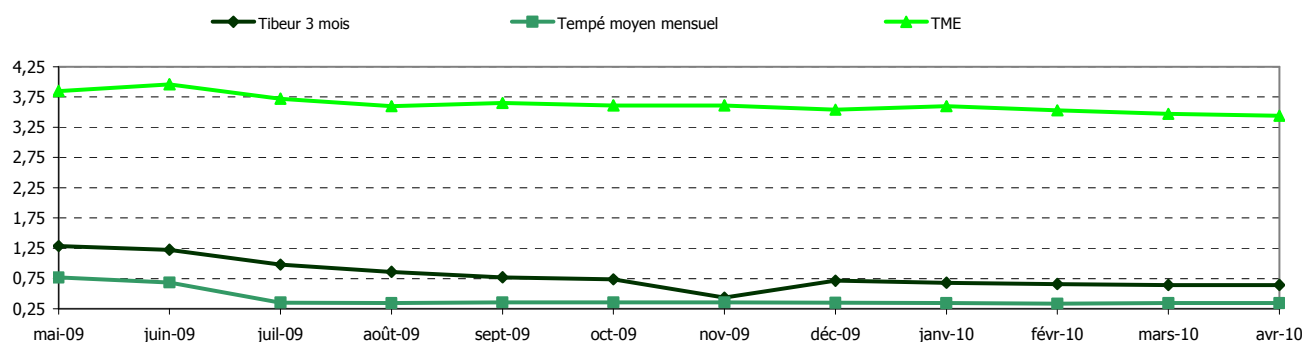
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | Crédits aux entreprises | Seuils de l'usure |
|--|-------------------|--------------------------|-------------------|
| Prêts immobiliers | | | |
| Prêts à taux fixe | 6,29% | | |
| Prêts à taux variable | 5,72% | | |
| Prêts relais | 6,25% | | |
| Autres prêts | | | |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 € | 21,63% | | |
| Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires | 19,45% | Découverts en compte (1) | 13,33% |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 € | 8,85% | | |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

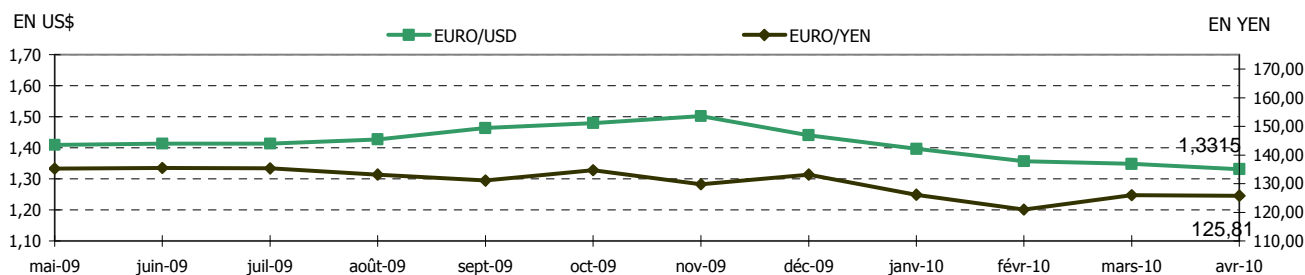
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|----------------------------|----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,3315 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 9,7628 | EURO/SRD (Surinam) | 3,64070 |
| EURO/JPY (Japon) | 125,8100 | EURO/BWP (Botswana) | 9,04090 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,37410 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,3379 | EURO/SCR (Seychelles) | 15,7730 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 48,8012 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,87030 | EURO/MUR (Maurice) | 40,9813 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,65260 |
| EURO/SGD (Singapour) | 1,8217 | EURO/BRL (Brésil) | 2,2959 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 8,43530 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 10,3367 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 3,44400 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 2718,91 | EURO/XCD (Dominique) | 3,581 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

| | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0429300 MTL | 30,1260 SKK |